

BROCHURE DE BONNES PRATIQUES



2020



Cette brochure est le fruit du travail d'échange et de partage de bonnes pratiques mené par Euromontana sur l'année 2019 dans le but de faire connaître des initiatives innovantes pour le développement durable des zones de montagnes en Europe.

Table des matières

Produits de montagne	1
Pyrénées Création : Redonner ses lettres de noblesse à la laine	1
Le suivi GPS pour garantir la durabilité des produits.....	2
Développement rural	3
Redynamiser les zones rurales grâce aux bistrotts de villages : un guide pratique du Massif Central	3
Smart Village Scotland : communautés Web pour les villages d'Écosse	4
Mobilité & infrastructures	5
« A plusieurs c'est meilleur » : initiative de covoiturage dans l'Arc jurassien.....	5
Des espaces de coworking dans les montagnes Suisses pour booster la créativité et l'attractivité ..	6
Environnement & énergies.....	7
Eoliennes et conservation des loups au Portugal : un système de compensation innovant.....	7
Education & formation	8
Le programme Desafio : un « Erasmus rural » pour lutter contre le dépeuplement dans les zones rurales et de montagne.....	8
Soutenir les chercheurs d'emploi grâce à la sylviculture.....	10
Cohésion territoriale.....	12
Le Parlement de Montagne de la région Occitanie : impliquer les communautés de montagne dans l'avenir de leur région.....	12
Tourisme durable.....	14
Ecologie et sports d'hiver sont-ils conciliables ? Focus sur le label Flocon vert.....	14



Pyrénées Création : redonner ses lettres de noblesse à la laine

La revalorisation d'une filière traditionnelle

Pyrénées Création est une petite entreprise des Pyrénées françaises qui a réussi, avec un design moderne et des créations innovantes (chaussons, sacs, plaids et tapis), à remettre la laine des moutons pyrénéens au goût du jour. Afin de redynamiser la filière qui existait dans la région Occitanie depuis 1882, Pyrénées Création travaille avec les éleveurs afin de mieux comprendre le cycle et la qualité des tontes et de sélectionner les belles laines pouvant servir à sa production. Le lavage, le filage et le tissage de la laine se font en partenariat avec des entreprises locales au plus proche du territoire.

EN SAVOIR +

La qualité avant tout

La marque Pyrénées Création s'inscrit dans une démarche qualitative, à plusieurs niveaux en sélectionnant sa laine auprès d'une dizaine d'éleveurs respectueux de la tradition lainière et en participant directement aux ateliers de tonte de la laine.

La transformation des toisons par la filière textile du sud-ouest est assurée par une dizaine d'entreprises prestataires dont l'entreprise Passe Trame partenaire privilégié pour la réalisation des tissages.

La commercialisation se fait surtout en vente directe par le site internet, par des boutiques d'artisans et des marchés événementiels. Cette démarche de commerce éthique bénéficie également de la marque « Esprit Parc National » qui reconnaît l'engagement, l'authenticité, le respect de la nature, tout en assurant la préservation et la promotion d'un territoire d'exception.

Active au sein de l'association ATELIER Laine d'Europe (Association Textile Européenne de Liaison, d'Innovation, d'Echange et de Recherche), Pyrénées Création respecte sa charte des valeurs (traçabilité et écologie).

La transmission d'un produit ancien et authentique

Connue de tous, la laine a besoin d'être redécouverte pour être appréciée à sa juste valeur. Ainsi, Pyrénées Création fait revivre la riche histoire de la laine en présentant les différentes étapes de sa transformation, de la toison au produit fini, auprès du grand public lors de foires agricoles, auprès des enfants de deux à douze ans et dans la formation de lycéens.

Un exemple, le projet inter-lycée avec la création et la réalisation de chaussures en feutre de laine locale. La transformation a été suivie intégralement par les élèves de section agricole du lycée de Saint Gaudens et le relais a été assuré par les élèves du lycée des métiers d'art de Coarrazze avec des créations très originales. Cette action a permis à une centaine de lycéens de s'ouvrir à de nouvelles productions et créations.

Aspect innovant



Pyrénées Création a réussi à jouer sur l'authenticité et la qualité d'un produit traditionnel oublié pour en faire un produit plus moderne et attractif, qui permet d'aider à la revalorisation de la filière. Le fort accent porté sur la transmission du savoir, y compris aux plus jeunes générations, permet de recréer un écosystème favorable pour redynamiser la laine.





Le suivi GPS pour garantir la durabilité des produits

Un suivi GPS pour les troupeaux de montagne, pourquoi ?

La vente de produits de montagne peut parfois devenir une tâche difficile lorsqu'il s'agit de justifier le prix par la qualité et la durabilité des aliments. Il est néanmoins essentiel de mettre en évidence les spécificités de l'agriculture extensive de montagne, mais aussi d'assurer un revenu équitable aux agriculteurs dans les zones soumises à des contraintes géographiques.

Pour résoudre ce problème, la coopération grecque Terra Thessalia a développé un système de suivi GPS en Thessalie, Grèce, en coopération avec le projet LACTIMED (qui promeut les produits laitiers des montagnes méditerranéennes) financé par l'UE pour suivre les troupeaux de montagne. Cette innovation fait partie du système de garantie participative du label « Terra Thessalia Lactis » pour les produits laitiers et sert à garantir les pratiques pastorales extensives des producteurs. L'application a été mise en place en raison du besoin d'un outil fiable et accessible aux consommateurs qui garantirait également le pâturage des troupeaux.

EN SAVOIR +



Le contrôle des consommateurs sur leur consommation de viande et de produits laitiers durables

Au cours du projet, de nouvelles techniques de géolocalisation des troupeaux ont été développées et testées dans 15 fermes d'élevage. Il en est résulté la mise au point d'un collier de repérage GPS. En équipant le bétail de ce collier, on peut suivre les déplacements quotidiens du troupeau en montagne. Les données recueillies permettent aux exploitations agricoles d'être certifiées en matière de pâturage durable et de vendre leurs produits sous le label Terra Thessalia Lactis.



De plus, les données de suivi du bétail sont stockées dans une base de données en ligne et peuvent être consultées par les consommateurs afin qu'ils puissent vérifier la nature extensive du pâturage du bétail. Le suivi GPS sert d'outil de certification pour le pâturage extensif des troupeaux et contribue à la valeur ajoutée des produits. L'agriculture à haute valeur naturelle ajoutée, à l'image du pastoralisme, a directement bénéficié de l'utilisation du suivi GPS puisqu'elle a permis d'augmenter la valeur ajoutée des produits sur le marché. Le suivi GPS peut être installé sur n'importe quelle exploitation d'élevage extensif avec signal mobile.

Bénéfices indirects du suivi GPS dans les pâturages de montagne

L'utilisation du suivi GPS implique également des avantages financiers indirects pour les agriculteurs, en particulier dans les exploitations bovines, le suivi des déplacements des bêtes (en liberté pendant environ 6 mois en Grèce) aide à sauver les animaux malades piégés et à minimiser le coût des pertes animales. De tels dispositifs offrent également des avantages supplémentaires pour la gestion des prairies de montagne. Ils facilitent la gestion des prairies et évitent le surpâturage de certaines prairies et permettent la collecte de données pour le contrôle de la qualité des pâturages (quantité de biomasse, biodiversité et espèces végétales).

L'initiative faisait partie de deux projets financés par l'UE, LACTIMED (2012-2015) et HVN-Link (2016-2019), qui ont aidé à comprendre les besoins des agriculteurs et à concevoir ce modèle de suivi innovant.



Aspect innovant

En utilisant le suivi GPS pour garantir l'aspect durable des produits de montagne, la coopérative a su utiliser les innovations digitales pour renforcer le lien entre les producteurs et les consommateurs, soutenant dans le même temps l'agriculture montagnarde.



Redynamiser les zones rurales grâce aux bistrots de villages : un guide pratique du Massif Central

Un guide étape par étape pour devenir un gestionnaire d'un commerce local dynamique et inclusif

Dans les zones rurales, en particulier dans les zones les plus reculées, les bistrots et les cafés sont des lieux de rencontre pour les communautés locales, mais la plupart d'entre eux offrent également des services et organisent des événements culturels. Loin d'être uniquement des débits de boissons, ils dépassent leur statut d'entreprises privées et contribuent fortement à l'intérêt général des communautés locales en prenant aussi la forme de petits restaurants, relais de l'office de tourisme ou encore dépôt de journaux et de poste.

EN SAVOIR +

En France, le nombre de bistrots locaux a cependant été divisé par 16 diminué depuis le siècle dernier, passant de 500.000 cafés de village à 30.000. Pour favoriser la multiplication des bistrots en milieu rural et montagnard, le Réseau des Parcs Naturels du Massif central a produit un guide pratique offrant toutes les clés de succès pour construire un lieu vivant pour un territoire et ses habitants.

Le guide de pratique s'adresse principalement aux citoyens désireux de créer ou de faire revivre un bistrot de village. Les propriétaires de bistrot trouveront dans le guide toutes les informations juridiques pertinentes sur les exigences d'accessibilité, les règles d'hygiène, le droit d'occupation des terrasses et les taxes, entre autres. Toutes ces notes techniques s'accompagnent d'exemples de bistrots ruraux inclusifs et dynamiques qui peuvent inspirer les citoyens réfléchissant à ce projet. Le guide est également destiné aux maires soucieux de revitaliser leur village.

Cafés de village en montagne : les clés du succès

Diversification : dans les zones rurales, les bistrots et les cafés ne peuvent pas être de simples bars, ils doivent fournir d'autres services et revêtir une véritable fonction sociale. Parmi les stratégies de diversification : proposer des plats faits maison à base de produits locaux de montagne, accueillir une épicerie, un relais poste ou encore une cantine scolaire et un point multimédia avec accès au Wi-Fi.

Accompagnement : le métier de bistrotier étant contraignant, le guide pratique fournit tous les conseils nécessaires pour créer un réseau utile de la municipalité aux chambres de commerce, en passant par les coopératives agricoles et les associations culturelles.

Culture : tandis qu'aller au théâtre et dans les salles de concert nécessite souvent de prendre la voiture, les bistrots dans les petits villages peuvent aussi être des lieux d'accueil de manifestations culturelles. Dans le Massif Central par exemple, l'événement annuel « Le Printemps des Bistrots », organisé par l'association Pays'Sage, est un festival organisé dans 50 bistrots, programmant plus de 80 artistes et proposant des débats et ateliers sur des thèmes comme l'auto-stop, les courts-circuits ou l'avenir des langues régionales en montagne.

Aspect innovant



Le guide pratique offre des outils clairs et facilement transférables pour revitaliser des petits commerces en zone rurale. L'association Pays'Sage, la Chambre Economique du département de la Corrèze ainsi que des étudiants du Master « Tourisme et valorisation des territoires » de l'Université de Clermont-Ferrand ont réalisé le guide.





Smart Village Scotland : communautés Web pour les villages d'Écosse

Une plateforme dédiée aux Villages Intelligents

Smart Village Scotland est une plate-forme visant à aider au développement de Villages Intelligents en Écosse, en dotant les territoires ruraux des mêmes technologies que celles des grandes villes. Il a été créé par Digital Scotland, un réseau d'entreprises venant en aide au gouvernement écossais dans ses ambitions numériques pour l'Écosse.

Smart Village Scotland fournit une page Web dédiée pour promouvoir les entreprises locales et les activités des Villages Intelligents en Écosse. Chaque village a la possibilité de promouvoir des activités, des célébrations ou des entreprises locales telles que des auberges et restaurants, afin de montrer le dynamisme de leur région. L'objectif est également d'inclure des flux de données intelligents, tels que les conditions météorologiques, les alertes à la circulation routière et aux inondations, pour aider les communautés, les entreprises et les touristes à adapter leurs journées.

EN SAVOIR +



Un outil disponible pour tous

Le contenu en ligne varie d'une commune à l'autre et peut inclure notamment des listes d'entreprises locales et leurs heures d'ouverture ou des explications sur l'histoire et le patrimoine du village, il peut guider les touristes à travers la région et promouvoir des journées de célébrations locales ou toute autre information utile pour la communauté ou les futurs visiteurs, contribuant à stimuler l'économie locale. Chaque village peut adapter le contenu diffusé en fonction de ses ressources spécifiques. Lanark promeut par exemple son patrimoine lié à William Wallace pour attirer les visiteurs, avec des informations historiques sur Wallace et touristiques sur les châteaux locaux à visiter.

Tout habitant de l'un des 2112 villages d'Écosse est invité à créer et à diriger un Village Intelligent gratuitement sur la plate-forme, qu'il soit simple citoyen, représentant d'une autorité locale ou propriétaire d'une entreprise locale. En plus de la promotion du village sur la plateforme, les locaux peuvent s'inspirer des diverses bonnes pratiques disponibles en ligne pour mettre en place de nouvelles initiatives et maintenir leur territoire dynamique et attrayant.

L'exemple du Village Intelligent de Strathyre

Le concept de Village Intelligent est fortement développé en Écosse. Le village de Strathyre, situé dans les Highlands, est le premier Village Intelligent du pays. Différentes initiatives y ont été mises en œuvre pour redynamiser le village.

- Le réacheminement d'une route du réseau cyclable national vers le village ;
- Le rachat des hôtels anciennement fermés et leur ouverture aux entreprises ;
- La surveillance du niveau de la rivière et système d'alerte rapide ajoutés pour protéger le village ;
- L'organisation de sessions de musique live au White Stag Inn, le pub local.

Ces initiatives ont permis d'attirer plus de touristes au cours des dernières années et ont encouragé les communautés locales à développer des opportunités dans la région.



Aspect innovant

Smart Village Scotland offre la possibilité à chaque villageois de favoriser l'attractivité de son territoire en contribuant à la page dédiée à sa commune tout en pouvant également s'inspirer de bonnes pratiques venues d'autres régions du pays.





« A plusieurs c'est meilleur » : initiative de covoiturage dans l'Arc jurassien

Un mécanisme centralisé pour encourager les déplacements professionnels collectifs

Le projet de covoiturage dans l'Arc jurassien encourage le covoiturage dans cette région de moyenne montagne mal desservie par les transports en commun. L'initiative vise à faciliter les déplacements des travailleurs locaux tout en recréant du lien social et diminuant les émissions de gaz à effet de serre. Le projet de covoiturage est développé le long des 230 km de la frontière franco-suisse. Pour connecter les covoitureurs, une centrale téléphonique a été développée, disponible les jours ouvrables, depuis la France et la Suisse.

EN SAVOIR +

De 2015 à 2018, le projet a bénéficié d'un soutien financier du Fonds Européen de Développement Régional et de la Confédération Suisse dans le cadre du programme de coopération INTERREG V A France-Suisse.



Initié en 2011, le projet s'appuie sur des partenaires institutionnels et privés des deux côtés de la frontière. Les entreprises sont impliquées en encourageant leurs employés à covoiturer, un kit de communication a été développé pour les aider à faire connaître le dispositif. Il présente le projet ainsi que des informations juridiques concernant l'assurance-automobile, par exemple. Des journées d'information peuvent également être organisées pour les employés dans chaque entreprise afin de promouvoir le covoiturage et de répondre à leurs questions.



Une gouvernance inclusive

Le projet est soutenu par 16 administrations locales, en majorité des cantons, agglomérations et municipalités. Plus de 130 entreprises participent également au projet et participent activement à son développement. Chaque année, les responsables mobilité des entreprises sont invités à participer aux groupes de travail afin de discuter des problèmes potentiels, des solutions possibles pour encourager le covoiturage dans la région.

Résultats et bénéfices du projet de covoiturage dans l'Arc jurassien

Déjà plus de 8.700 personnes utilisent régulièrement le dispositif dans l'Arc jurassien. Selon les responsables du projet, le covoiturage a doublé dans la région en 5 ans. Les intérêts du covoiturage sont certains pour une telle région, où les travailleurs traversent souvent la frontière et où le trafic atteint un niveau de congestion élevé. De plus, dans un territoire mal desservi par les transports en commun, ce dispositif optimise les conditions d'implantation de nouvelles entreprises et stimule la création d'emplois dans l'Arc jurassien. Cela présente également des avantages pour les usagers, qui peuvent économiser jusqu'à 2.300 euros par an en gazole et entretien de leur voiture. Le covoiturage présente aussi des bénéfices environnementaux, avec une tonne de CO2 économisée chaque année par un covoitureur ordinaire. Cela a également des implications en termes de paysage, car moins d'espace doit être consacré aux parkings.



Aspect innovant

Cette initiative transfrontalière a su réunir les institutions locales et régionales ainsi que les entreprises du territoire afin de mettre en place un service de mobilité partagé unique et facile d'utilisation. Le rôle des entreprises locales dans la gouvernance du projet et dans la promotion du covoiturage est un facteur de succès déterminant.





Crédits : MiaEngiadina

Des espaces de coworking dans les montagnes Suisses pour booster la créativité et l'attractivité

4 espaces de coworking

La Basse-Engadine, en Suisse, est une région périphérique confrontée au départ des jeunes vers les villes, la perte d'emplois et la dépendance vis-à-vis du tourisme. Pour relever le défi de l'attractivité, l'initiative « MiaEngiadina » a décidé de créer différents lieux de coworking dans la région, offrant toutes les conditions nécessaires au développement des entreprises.

4 espaces de coworking ont été créés par MiaEngiadina dans différents villages de Basse Engadine :

EN SAVOIR +

- A Scuol, le « Mountain Hub » était le premier espace ouvert aux travailleurs et offre également à la location une salle de réunion et une salle de conférence ;
- A Ardez, un petit espace de coworking propose 2 salles de travail ;
- A Ftan, grâce à une collaboration spécifique avec l'Institut Alpin, un espace de coworking est aménagé dans les locaux de l'école ;
- A Motta Naluns, le nouveau lieu de coworking de MiaEngiadina a été ouvert dans ce domaine skiable. L'idée derrière, en plus d'un paysage époustouflant, est de combiner loisirs et travail.

Les 4 espaces de travail sont tous équipés d'une connexion Internet très rapide de 100Mbits/s. Les usagers peuvent également utiliser certains équipements tels que des imprimantes, photocopieurs, ordinateurs et paperboards.

Un fonctionnement à la carte pour répondre à des besoins divers

Le fonctionnement de chaque espace de coworking est différent. Alors que certains doivent être réservés à l'avance, le « Mountain Hub » à Scuol est ouvert tous les jours sur les heures de bureau. En raison de ses plages horaires d'ouverture et de sa large gamme d'équipements, cet espace de coworking propose différents tarifs. Par exemple, l'utilisation de l'espace pour seulement une heure est gratuite et le séjour pour la journée coûte 24 CHF. Des abonnements mensuels sont également disponibles et peuvent être une option pratique pour les jeunes entreprises. Les autres sites de coworking sont gratuits pour tous ceux qui souhaitent les utiliser.

Chaque site a également reçu différents types de soutien pour sa création. L'espace de travail en commun de Ftan, situé dans l'Institut alpin, a par exemple été soutenu par L'Aide Suisse aux Montagnards. L'association a soutenu l'initiative en faisant don de matériel informatique et en offrant son expertise pour créer un environnement d'apprentissage ouvert. Dans les villages d'Ardez et de Motta Naluns, les municipalités sont propriétaires des bâtiments utilisés comme espaces de coworking et les mettent gratuitement à la disposition de MiaEngiadina.

Ces espaces offrent également une connexion Internet de qualité – aspect primordial pour attirer de nouveaux arrivants dans un territoire où la connectivité dépasse à peine 30 Mbit/s selon la cartographie du haut débit de l'OCDE.



Aspect innovant

La création d'espaces de coworking en montagne présente de nombreux avantages pour les populations locales. Cela encourage le travail d'équipe, stimule la créativité et l'innovation dans la région et encourage l'implantation d'autres entreprises dans la région.





Eoliennes et conservation des loups au Portugal : un système de compensation innovant

Quel lien entre les parcs éoliens et les loups ?

La plupart des parcs éoliens du Portugal sont situés dans des zones montagneuses isolées, qui constituent le principal habitat du loup ibérique. Environ un tiers de tous les loups portugais partagent leur territoire avec des parcs éoliens ; le loup et ses proies sont affectés par les modifications d'habitat, comme la perte en surface ou la fragmentation, et par les perturbations liées à l'activité éolienne.

Afin d'équilibrer les impacts environnementaux, plusieurs sociétés d'énergie renouvelable ont créé en 2006 l'association à but non lucratif ACHLI. ACHLI gère le Fonds de conservation de l'habitat du loup ibérique, avec des contributions financières provenant des membres qui doivent mettre en place des mesures compensatoires. Le Fonds, qui repose exclusivement sur des financements privés, a pour seul objectif de soutenir des projets liés à la conservation et à la gestion du loup ibérique et de son habitat.

EN SAVOIR +



Des activités menées pour la conservation de l'habitat du loup

Diverses activités sont menées en collaboration avec de nombreux acteurs différents, comme les autorités forestières nationales, les universités, les organismes de recherche et de conservation, les autorités locales, les agriculteurs, les propriétaires de parcs éoliens et les associations locales de chasseurs dans deux zones d'intervention : le Sud du Douro et l'Alto Minho.

Entre 2017 et 2019, l'ACHLI a travaillé sur un projet d'aménagement forestier, couvrant environ 700 hectares de superficie boisée. L'objectif était de reboiser, améliorer et conserver des zones forestières adaptées aux conditions écologiques de la région, afin d'offrir refuge et nourriture aux loups et aux ongulés sauvages dont il se nourrit (chevreuil, sanglier et cerf rouge).

L'ACHLI a également financé la distribution de 47 chiens de garde depuis 2014, afin de faciliter la coexistence homme-loup en diminuant la déprédation du bétail.

Il est important d'évaluer si tous ces projets contribuent positivement à la conservation du loup et de son habitat. C'est pourquoi ACHLI a établi deux plans de surveillance des loups : un pour le sud du Douro et un autre pour l'Alto Minho, avec la collaboration des universités de Porto et d'Aveiro.

Bénéficiant de l'obligation légale de prendre des mesures compensatoires pour contrebalancer l'impact environnemental occasionné par les parcs éoliens, ACHLI lie la production d'énergie renouvelable à la conservation du loup. Les différents projets sont complémentaires les uns des autres et reposent sur la participation active des communautés tout au long du processus, des chasseurs aux chercheurs.

Aspect innovant



Cette bonne pratique a le mérite de répondre aux défis que peut poser l'installation d'énergie renouvelable dans des zones de montagne qui sont à la fois des réserves de biodiversité et des espaces clés pour la production d'énergies renouvelables.





Crédits : Belchite

Le programme Desafio : un « Erasmus rural » pour lutter contre le dépeuplement dans les zones rurales et de montagne

Desafio : un programme de stages en milieu rural pour attirer les jeunes vers les zones rurales et montagneuses

Créé en 2018 par la Chaire sur le Dépeuplement et la Créativité de l'Université de Saragosse (Espagne), Desafio est un programme de stages en milieu rural qui connecte des organisations rurales publiques et privées désireuses de former des jeunes et des étudiants désireux de mettre en pratique leurs connaissances universitaires. Il a été conçu pour lutter contre le dépeuplement rural dans la province, où les habitants se sont rassemblés autour des principales villes à partir des années 1960, abandonnant les zones les plus rurales et reculées.

EN SAVOIR +

Grâce à Desafio, les étudiants de l'Université de Saragosse peuvent effectuer un stage en milieu rural entre juin et novembre, qui comprend 120 à 500 heures de travail. Les stages doivent avoir lieu dans des municipalités de moins de 3.000 habitants, excluant toute la ceinture urbaine de Saragosse.

Une initiative publique menée par la Province et l'Université de Saragosse

Desafio est coordonné par la Province de Saragosse, par le biais de sa Chaire sur le Dépeuplement et la Créativité, et par l'Université de Saragosse. Tandis que la publication des offres de stages et la sélection des candidats est organisée par l'Université de Saragosse, la Province veille quant à elle à la promotion du programme et à son financement.

9.000 euros ont été alloués à la phase pilote et sur la base du succès de Desafio, la Province a triplé le budget, atteignant 30.000 euros pour l'édition 2019. Ce budget couvre les allocations de stage versées aux étudiants, couvrant les frais de logement et de transports.

Des participants aux profils divers

Si elles sont situées dans des villages de moins de 3.000 habitants, les organisations suivantes peuvent proposer un stage dans le cadre du programme Desafio : entreprises de tous secteurs industriels, institutions publiques, fondations et organisations non gouvernementales, GAL de LEADER et, à partir de 2019, entreprises de plus de 250 salariés.

La diversité des organisations d'accueil pendant la phase pilote du programme témoigne du grand intérêt des employeurs ruraux pour la formation des étudiants. Il s'agit par exemple d'une maison de retraite à Romanos, de deux fermes à Cubel et Villarreal de Huerva, de l'Association Socioculturelle Purroy Unido et de la Mairie de Herrera de los Navarros. Le succès de la phase pilote a encouragé d'autres organisations à rejoindre le programme pour l'édition 2019, comme la Mairie d'Aladrén ou l'Association du patrimoine architectural industriel d'Asopia. Implantées dans de petits villages, ces organisations développent des initiatives fortement liées à leur territoire et souhaitent attirer de nouveaux talents et d'éventuels futurs travailleurs mais aussi futurs voisins.

La diversité des profils des organisations d'accueil se reflète dans l'hétérogénéité des profils des participants. 13 étudiants ont été sélectionnés pour participer à la phase pilote en 2018 et 23 pour l'été 2019. Parmi eux, 5 étudiants en médecine vétérinaire, mais aussi en droit, marketing, beaux-arts, protection sociale, santé et puériculture.

Un échange gagnant-gagnant pour les participants

Le programme Desafio offre aux étudiants universitaires la possibilité d'effectuer un stage en milieu rural ; la taille des villages suggère souvent un processus de sélection plus facile et moins compétitif mais implique aussi de travailler en petites équipes, de bénéficier d'une formation professionnelle plus personnalisée et de faire partie d'une communauté unie. Pour la plupart des étudiants, en dehors du tourisme et des activités de plein air, Desafio est leur première expérience de la vie quotidienne en milieu rural. « Une expérience équivalente à effectuer un Erasmus dans un autre pays », affirme Luis Antonio Sáez Pérez. « Souvent, le contraste entre les villages et les villes de votre province est plus grand qu'entre deux villes européennes. »

Quelques stagiaires de la phase pilote ont de nouveau participé à l'édition 2019 et ont exprimé leur souhait de quitter Saragosse une fois diplômés, une situation gagnant-gagnant pour les entreprises, associations et administrations locales qui bénéficieront de l'arrivée d'une main-d'œuvre qualifiée et dynamique. Quant aux formateurs, la plupart des organisations participantes ont exprimé leur satisfaction en renouvelant leur participation en 2019.

Les avantages d'un tel programme pour les régions les plus rurales et éloignées de la province sont certainement positifs. Il est essentiel d'y attirer les jeunes pour inverser la tendance du dépeuplement et, par effet boule de neige, développer davantage de biens et services locaux.



Aspect innovant

Le programme de la Province et de l'Université de Saragosse a réussi à attirer de jeunes étudiants vers les zones rurales en proposant des stages professionnels formateurs, diversifiés et rémunérés. Cette expérience rurale peut ouvrir les portes d'une revitalisation globale de la Province par la promotion des opportunités professionnelles en zones rurales.





Crédits : Caja de Burgos

Soutenir les chercheurs d'emploi grâce à la sylviculture

Combattre le chômage rural par la formation

Bien que le taux de chômage dans la province de Burgos – 8,70 % en 2017 – soit inférieur de 10 points à la moyenne nationale en Espagne, les zones rurales de la Province souffrent d'un manque de possibilités de formation et d'emploi. En conséquence, de nombreux jeunes ont décidé de chercher un emploi dans les grandes villes, ce qui a amplifié le dépeuplement rural. Pour relever ce défi, Caja de Burgos, une fondation locale axée sur le développement social et économique, et le Conseil Provincial de Burgos ont développé une formation forestière pour les chômeurs ruraux de la province. Le cours visait à répondre aux besoins éducatifs de la population locale sans emploi en offrant des formations de groupe. Il a également soutenu l'entrepreneuriat rural tout en promouvant la sylviculture durable, l'économie circulaire et la protection de la biodiversité.

EN SAVOIR +

Impliquer les acteurs locaux dans le financement et l'organisation du programme de formation

Caja de Burgos et le Conseil Provincial de Burgos ont conjointement financé et structuré le programme de formation. Ensemble, ils ont décidé de donner la priorité aux chômeurs de longue durée et aux personnes socialement exclues, ainsi que de mettre l'accent sur les femmes et les jeunes de moins de 35 ans. De plus, les municipalités de moins de 20.000 habitants, où le taux de chômage était le plus élevé de la région, ont été choisies pour accueillir ces formations à l'image d'Huerta del Rey, Salas de los Infantés et Quintanar de la Sierra.

Les parties théoriques de la formation ont été organisées dans les Centres d'Action Sociale de chaque municipalité d'accueil. Les Centres d'Action Sociale des zones montagneuses de la Province se sont montrés particulièrement intéressés pour accueillir la formation sur la sylviculture, les entreprises et administrations forestières ayant déjà exprimé leurs besoins en matière d'emploi. D'autres acteurs ont également été impliqués, comme le CRECE, une entreprise locale du secteur forestier. Grâce à leur expertise professionnelle, ils ont participé à la conception et à l'animation des parties théoriques et pratiques de la formation forestière.

Une formation pour encourager l'emploi dans le secteur sylvicole dans les zones de montagne

Intitulé « le secteur forestier pour la promotion de la biodiversité », cette formation vise à fournir des connaissances techniques et pratiques aux demandeurs d'emploi intéressés par la gestion durable des forêts. Un tel programme présente un intérêt particulier dans une zone montagneuse car il tire parti des ressources endogènes du territoire. Outre la sylviculture, la formation portait également sur la protection de la biodiversité, considérée comme un atout professionnel dans le secteur forestier.

En pratique, le cours accueille les étudiants par petits groupes de 15 personnes et comprend 36 heures de formation, dont 75% sur le terrain avec des exercices pratiques. Le format concret du cours permet aux participants d'appliquer les connaissances théoriques sur l'utilisation des machines, l'identification des arbustes et des arbres intéressants et même la construction de nids et de refuges pour les espèces locales. Les enseignants, de leur côté, sont des experts de la protection de la biodiversité, de la gestion des forêts, de l'identification des espèces avec non seulement de solides connaissances théoriques mais aussi une longue expérience pratique de l'enseignement.

Une employabilité accrue et des bénéfices multiples pour les montagnes

La formation « Le secteur forestier pour la promotion de la biodiversité » a été évalué par les participants à la fin de chaque session et un taux de satisfaction de 4,5 sur 5 a été attribué. Le cours a été reconnu comme un véritable accélérateur pour les chômeurs dans leur recherche d'emploi dans ce secteur. Bien qu'il n'existe pas de données officielles sur l'intégration professionnelle future des participants, les organisateurs témoignent que certains bénéficiaires ont déjà trouvé un nouveau poste. Le Centre d'Action Sociale de la Province de Burgos a également évalué le cours, déclarant qu'il a amélioré l'employabilité des participants dans au moins 25% des cas.

En outre, la formation sylviculture encourage la protection de la biodiversité, avec une connaissance de base des habitats des espèces locales. Le programme promeut également la gestion durable des forêts, qui est essentielle non seulement pour l'environnement, mais aussi pour la réduction des risques dans les zones de montagne. Une bonne connaissance des variétés locales et des variétés envahissantes, par exemple, contribue à la réduction des incendies de forêt. Ce fléau est aggravé par le dépeuplement – les habitants abandonnant leurs terres dans les zones de montagne, l'on constate une augmentation visible de la couverture forestière. Outre l'agriculture, le secteur sylvicole est la pierre angulaire de la lutte contre les feux de forêt. En mettant l'accent sur la jeunesse, Caja de Burgos et le Conseil Provincial de Burgos entendent également mettre un terme au cercle vicieux du dépeuplement. Ainsi, cette formation offre un panel complet de solutions et relie avec succès les questions d'emploi, de dépeuplement, d'environnement et de paysage.



Aspect innovant

Ces cours sont un bel exemple de collaboration locale entre secteurs public et privé. Les organisations impliquées ont réussi à mettre en commun leurs forces pour mieux lutter contre le chômage dans les zones rurales et montagneuses de la Province, tout en utilisant les ressources endogènes des montagnes pour répondre aux besoins du marché de l'emploi.





Crédits : A. Barnaud, L. Boutonnet

Le Parlement de Montagne de la région Occitanie : impliquer les communautés de montagne dans l'avenir de leur région

Une attention particulière à des montagnes diversifiées

La région Occitanie, en France, a créé un Parlement de la Montagne en 2018 pour offrir un nouvel espace de discussion ouvert aux communautés locales de montagne. Dans cette région où les zones de montagne représentent 55% du territoire, 47% des municipalités et 20% de la population totale, l'initiative vise à proposer un modèle de gouvernance plus intégré au niveau régional et à impliquer les citoyens dans le processus décisionnel.

EN SAVOIR +

Le Massif Central et les Pyrénées dominent la région et l'un des objectifs du Parlement de la Montagne est de promouvoir les opportunités offertes par ces territoires, y compris les zones de moyenne montagne du Massif Central. Un autre objectif était de créer un forum ouvert où une vision intégrée des territoires de montagne pourrait être discutée, y compris les opportunités offertes par tous les secteurs économiques. Dans cette région très attractive, le tourisme est en effet une opportunité mais n'est pas la panacée pour le développement durable de toute une région et tous les secteurs économiques doivent être pris en compte dans la définition des stratégies de développement.

Un forum ouvert et des groupes de travail techniques

Différentes plates-formes de discussion ont été créées au sein du Parlement de la Montagne pour faciliter les débats. Une plateforme en ligne est ouverte à tous, 700 personnes y sont actuellement actives et peuvent échanger.

La gouvernance du Parlement de la Montagne implique également l'organisation de sessions plénières dans la région, ouvertes à tous. Ces rencontres sont des forums ouverts, où les citoyens de la région peuvent s'exprimer sur le développement de leur territoire. Les sessions plénières sont également un lieu de débat et de structuration des travaux futurs du Parlement de la Montagne et d'adoption d'une feuille de route collective efficace. Le travail en profondeur est en effet réparti entre différents groupes de travail. En 2019, les participants ont décidé de travailler sur 3 thèmes différents afin de formuler des recommandations :

- Rendre l'emploi saisonnier moins précaire
- Inclure un storytelling sur les montagnes dans le marketing du secteur du tourisme
- Promouvoir les Indications Géographiques non alimentaires pour maintenir une activité économique non délocalisable, à l'image de la production de couteaux

Ressources nécessaires

De manière générale, la région Occitanie est responsable de l'organisation d'événements tels que les sessions plénières, généralement organisées dans les petites villes ou les villages de montagne. La région est également chargée de l'animation et du compte rendu de ces sessions, dont le format de réunion habituellement utilisé est de 10h00 à 16h00 avec un déjeuner de produits régionaux fourni.

Pour gérer ces activités, 2 personnes travaillent pleinement sur Parlement de la Montagne au sein de la Direction de l'aménagement du territoire de la région. Les fonctionnaires d'autres services sont bien entendu également impliqués, en particulier lorsqu'il s'agit de fournir un contenu plus politique ou d'examiner les recommandations formulées par les participants. Au total, 60.000 à 80.000 euros sont

nécessaires sur une base annuelle pour animer cette nouvelle instance de gouvernance de la région Occitanie.

Le budget participatif pour 2019-2020

Outre ce budget de fonctionnement fixe, la région Occitanie a également lancé pour la première fois en juillet 2019 un budget participatif pour ses zones de montagne. Doté d'un budget de 1,2 million d'euros pour 2019-2020, cette initiative vise à financer des projets prometteurs dans et pour les territoires de montagne afin de stimuler leur développement.

70 initiatives différentes ont candidaté en moins d'un mois, dans l'espoir d'être parmi celles sélectionnées par les citoyens et financées par la région. Les projets éligibles doivent être développés dans une zone de massif de la région et apporter une innovation servant l'intérêt général. Les investissements peuvent varier de 2.000 à 100.000 euros. Jusqu'en septembre 2019, tous les citoyens de la région, âgés de 15 ans et plus, ont été invités à voter en ligne pour sélectionner les 28 meilleurs projets qu'ils souhaitent voir soutenus financièrement par la région Occitanie. Chaque citoyen a pu voter en novembre pour les 3 meilleurs projets ; parmi les projets soumis au vote figuraient par exemple « VirgoCoop », une coopérative désireuse de revitaliser l'industrie textile régionale basée sur la culture du chanvre ainsi que le projet de l'Office du Tourisme de Mende d'installer des stations de recharge électrique pour les vélos électriques dans trois endroits différents pour promouvoir le cyclisme et le tourisme durable dans les zones de montagne.



Aspect innovant

Avec la création du Parlement de la Montagne, la région Occitanie innove en appliquant les principes de la démocratie participative à des territoires de montagnes. Ce nouvel outil de gouvernance renforce les liens entre communautés de montagnes et élus régionaux et permet une action plus coordonnée pour le développement territorial.





Ecologie et sports d'hiver sont-ils conciliables ? Focus sur le label Flocon vert

Un label pour le tourisme éco-responsable en montagne

Mountain Riders, une association française d'éducation au développement durable, a créé en 2011 le label Flocon vert pour sensibiliser les touristes à la cause climatique et promouvoir le tourisme durable. L'objectif est de concilier tourisme de neige et respect de l'environnement en encourageant les skieurs à se tourner vers des stations éco-responsables.

Le label français Flocon vert rejoint ainsi le label international Green Globe qui répertorie les initiatives en phase avec les Objectifs de Développement Durable fixés par l'Organisation des Nations Unies. L'initiative de Mountain Riders est également financièrement soutenue depuis sa création en 2011 par la région Auvergne-Rhône-Alpes, membre d'Euromontana, et par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

EN SAVOIR +



Des critères multidimensionnels pour l'obtention du label

Le label Flocon vert répond à des critères d'éligibilité définis par 70 structures expertes du tourisme éco-responsable en montagne, tels que l'ADEME, les professionnels du secteur ou encore la Fondation pour la Nature et pour l'Homme. Les prétendants au label doivent ainsi respecter 21 critères, répondant à la fois aux enjeux sociaux-culturels et écologique mais incluant également les dimensions liées à la gouvernance et l'économie locale. Cela permet la prise en compte de toutes les échelles et de tous les acteurs concernés par la gestion durable des montagnes. C'est pourquoi, l'association ne cible pas uniquement les gestionnaires des stations de ski mais également les offices de tourisme et les mairies locales.

Parmi les 21 critères du label Flocon vert, sont notamment présents :

- La diversification de l'activité touristique (stratégie des 4 saisons)
- Les conditions équitables de travail (logement saisonnier, perspectives locales d'emploi)
- Le patrimoine culturel et naturel (protection des lieux d'intérêts et promotion des espaces protégés)
- La gestion de l'eau (gestion raisonnée et neige de culture)
- La gestion des déchets (sensibilisation des habitants, professionnels et touristes, compostage)
- Le dérèglement climatique (réduction des émissions de gaz à effet de serre)
- Les transports doux (transports en commun, covoiturage)

Le processus de labellisation peut être entrepris par les stations de montagne et les villages touristiques de montagne grâce à un questionnaire de 128 questions que doivent compléter les acteurs principaux de la station : la mairie, l'office de tourisme et le domaine skiable.

Un audit sur le terrain est ensuite effectué par un organisme assermenté indépendant chargé de vérifier le respect du cahier des charges du label Flocon vert, au terme duquel le comité de labellisation décide de l'attribution du label à la station, pour une durée de 3 ans.

Quel est le prix de ce label ? Le label Flocon vert est payant. Son prix est toutefois fixé au cas par cas selon l'attractivité et la taille du domaine, il peut ainsi varier entre 4.000 et 10.000 euros pour la première année. De plus, ce tarif est dégressif. La première année de labellisation concentre en effet

davantage de coûts, liés notamment aux démarches administratives et au processus d'audit, tandis que ces coûts diminuent les années suivantes.

6 stations françaises labélisées Flocon vert

Les domaines skiables de Châtel, Vallée de Chamonix Mont-Blanc, Les Rousses, La pierre saint-martin, Chamrousse et Valberg assurent à leurs habitants et touristes un engagement contre le changement climatique et pour la préservation du patrimoine des zones de montagne.

Les bénéfices du label Flocon vert pour les territoires de montagne sont nombreux, grâce à la vaste portée de ses critères, et se ressentent pour les vacanciers mais aussi pour les habitants et travailleurs des zones de montagne. Les initiatives de ces stations labélisées aident à la préservation du patrimoine naturel des zones de montagne en mettant l'accent sur la gestion durable des énergies, des ressources naturelles, des transports et des déchets. La sensibilisation des habitants, touristes et professionnels apparaît également comme une clé de voute dans toutes les stations labélisées. Chacune d'entre elle respecte les 21 critères du label, tout ayant établis sa stratégie selon les besoins prioritaires de sa région.

Le transport est notamment l'une des priorités pour ces zones afin de garantir accessibilité et durabilité. La Pierre Saint-Martin a opté pour la mise en place d'un Skibus permettant de rejoindre la station en transport en commun, une initiative qui attire puisque plus de 4.400 personnes y ont eu recours en 2015. Une initiative intéressante lorsque l'on sait qu'un bus plein émet deux fois moins de CO2 qu'une voiture transportant deux personnes. La station a de même mis en place une navette interne dédiée aux salariés, qui relie la vallée à la station. De même, la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc a mis en place en 2005 la libre circulation dans les transports pour les habitants et visiteurs, qui peuvent se déplacer librement sur l'ensemble des lignes de bus et de train entre Servoz et Vallorcine. Ces transports permettent un accès aux principaux points d'intérêts comme les différents domaines skiables. Un service de transport à la demande pour les hameaux isolés et pour les personnes dans le besoin existe également. Même constat à Valberg, où le Conseil Départemental des Alpes Maritimes a fait le choix d'un transport public développé en hiver comme en Eté avec le Bus 100% neige et le Rando bus.

La gestion de la couverture neigeuse est évidemment un critère pour la durabilité de ces stations. La Pierre Saint-Martin a mis en place différentes mesures afin de diminuer l'impact environnemental de la gestion du domaine skiable telles que la formation des chauffeurs à l'écoconduite ou encore l'optimisation des circuits de damage.

D'autres, comme la station de Chambrousse, ont également choisi d'équiper en 2017 les 300 m² de toiture de la station en panneaux photovoltaïque, bénéficiant ainsi de la grande luminosité des sommets montagneux pour produire une énergie plus verte et moins coûteuse.



Aspect innovant

Le label Flocon Vert illustre bien des initiatives multi-acteurs pour la transition vers le tourisme durable, avec l'implication des domaines, élus locaux, offices de tourisme etc. Le rôle d'agences réputées pour leur sérieux à l'image de l'ADEME ainsi que l'intervention d'organismes d'audit indépendants sont des facteurs de réussite déterminants.



Euromontana est l'association Européenne multisectorielle pour la coopération et le développement des territoires de montagne. Elle rassemble des organisations nationales et régionales de différents pays d'Europe : agences de développement régional, collectivités territoriales, organisations agricoles, agences environnementales, organisations forestières et instituts de recherche.

La mission d'Euromontana est de promouvoir des montagnes vivantes en œuvrant pour le développement global et durable et l'amélioration de la qualité de vie.

Pour ce faire, Euromontana facilite l'échange d'informations et d'expériences entre ces territoires à travers l'organisation de séminaires et de conférences, la réalisation et l'encadrement d'études et de projets européens et par une bonne collaboration avec les institutions européennes sur les problématiques liées à la montagne.

PLUS D'INFOS

www.euromontana.org

NOUS SUIVRE

